SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 17 JUIN 1889.

Rapport de la Commission des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, chargée d'examiner le Projet de Loi portant répression des excès des « runners » et du colportage des boissons alcooliques à bord des navires de mer.

(Voir les n^{os} 44, session de 1887-1888, et 181, session de 1888-1889, de la Chambre des Représentants, 76, session de 1888-1889, du Sénat.

Présents : MM. le Comte DE MÉRODE WESTERLOO, Président, et DE PRET ROOSE DE CALESBERG, Rapporteur.

MESSIEURS,

Depuis 1867, des plaintes nombreuses ont été faites au sujet de l'abordage des navires, dans l'Escaut, par des « Runners » (vagabonds) désignés en Angleterre sous le nom de « Land Sharks » (requins de terre); les « Runners » vont à la rencontre des bâtiments jusqu'à Flessingue, montent à bord malgré les capitaines, insultent et menacent les officiers qui veulent leur défendre l'accès du navire et enivrent les équipages dans le but d'obtenir la préférence pour le logement, vente d'habillement, etc.

Jusqu'à présent il n'existe en Belgique aucune loi ni règlement punissant le fait de s'introduire à bord d'un navire en cours de voyage; il n'est donc pas possible de déférer à la justice ceux qui se rendent coupables de ces agissements.

Dans le rapport fait au nom de la Section centrale à la Chambre des Représentants, il est dit :

« Les excès qu'on reproche aux Runners ont paru être empreints de quelque » exagération, sinon il ne serait point compréhensible qu'un gouvernement » comme le nôtre, vigilant et soucieux du bon ordre, ne se soit ému que si tardivement, n'ait songé à proposer des mesures de répression que trente ans » après que les premières plaintes s'étaient produites. »

En Angleterre, le « Merchant Seaman Act » de 1880, section 5, interdit formellement à toute personne non autorisée à cet effet, par la loi, de monter ou de demeurer, sans l'autorisation du capitaine, à bord d'un navire dont l'équipage n'a pas été licencié. L'Italie, la Suède, la Norwège et l'Allemagne ont adopté une législation identique. Depuis 1883, l'Autriche, les États-Unis et le Danemark ont à leur tour adhéré à l'« Act » précité.

Depuis 1885 un grand nombre de capitaines ont transmis leurs plaintes au sujet des « Runners » entre les mains du consul général d'Angleterre à Anvers, et, depuis cette époque, de nombreuses démarches ont été faites auprès de M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes pour obtenir le dépôt de ce Projet de Loi.

La Section centrale a ajouté au projet du Gouvernement l'article 3 :

« Quiconque aura, à bord d'un navire de mer, distribué ou vendu des boissons
» alcooliques ou fermentées soit à l'équipage, soit aux ouvriers travaillant à
» bord, s'il ne fait point partie des fournisseurs agréés par le capitaine du navire,
» sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de
» 26 à 100 francs. »

Votre Commission, Messieurs, a l'honneur de vous proposer l'adoption de ce Projet de Loi.

Le Rapporteur,

Le Président,

G. DE PRET ROOSE DE CALESBERG. Comte DE MÉRODE WESTERLOO.